



MARCHE DE « PRESTATIONS INTELLECTUELLES »

**« PRESTATIONS D'ETUDES D'OPPORTUNITE, DE FAISABILITE ET DE
PROTOTYPAGE D'UN OU PLUSIEURS VEHICULES DE PORTAGE FONCIER A
LONG TERME SUR LE TERRITOIRE DE LA REGION OCCITANIE »**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché public passé en application des articles L.2123-1 1°,
R.2123-1 1°, R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique

Références : M 2025-10

SOMMAIRE

Article 1- Objet, allotissement, forme, sous-traitance	4
1.1-Objet	4
1.2-Allotissement du besoin.....	4
1.3- Forme du marché et découpage des prestations :.....	4
1.4-Sous-traitance	5
Article 2 – Pièces constitutives du marché.....	5
Article 3- Durée du marché – modalités d’Exécution des prestations	6
3.1 Durée du marché.....	6
3.2 Modalités d’exécution des tranches	6
3-3 Ordre de service	6
Article 4 – Régime financier du marché	7
4.1 Forme des prix.....	7
4.2 Variation des prix	7
4-3 Présentation des demandes de paiement	7
4-4 Paiement.....	8
4.5 Avances	8
Article 5 – Opérations de vérification	9
Article 6 – délais d’exécution et pénalités.....	9
Article 7– PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	9
Article 8-RESILIATION - MESURES COERCITIVES	9
Article 9 - Attribution de compétence	9
Article 10 – Dérogation(s) au CCAG-PI	10
Annexe 1- Règles relatives à la protection des données personnelles	11

ARTICLE 1- OBJET, ALLOTISSEMENT, FORME, SOUS-TRAITANCE

1.1-Objet

Le présent marché a pour objets d'étudier :

- L'opportunité de la création d'un ou plusieurs véhicules de portage long terme en fonction des types d'actifs qui s'y prêtent au regard des 3 grands types d'intervention de l'EPF dans le cadre de son PPI : habitat/économie/risques-compensation ;
- La nature pertinente que pourrait revêtir cette structure et les modalités d'interaction avec le régime classique d'intervention de l'EPF au regard du statut retenu ;
- Les modalités opérationnelles de création d'une telle structure de portage foncier de long terme ;

Le descriptif technique des prestations attendues figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2-Allotissement du besoin

Dans le respect des dispositions de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement. En effet, les éléments de mission desdites études ne peuvent être dissociés pour des motifs de responsabilité et de bon déroulement du projet.

1.3- Forme du marché et découpage des prestations :

Conformément à l'article R2113-4 du code de la commande publique, le présent marché comporte deux tranches fermes et une tranche optionnelle définies comme suit :

Tranche ferme n° 1 : étude d'opportunité, elle-même décomposée comme suit :

- *Prestation 1 : Sourçage et analyse des véhicules créés par les autres EPF d'Etat et locaux ou d'autres opérateurs*
- *Prestation 2 : Analyse de l'opportunité et définition de l'objet social d'un ou plusieurs véhicules de portage de long terme*
- *Prestation 3 : Identification des gisements fonciers stratégiques*
- *Prestation 4 : Détermination de sites pilotes*

Tranche ferme n° 2 : étude de faisabilité, elle-même décomposée comme suit :

- *Prestation 1 : Etude des sites pilotes retenus*
- *Prestation 2 : Modélisation économique*

Tranche optionnelle : prototypage du véhicule foncier, elle-même décomposée comme suit :

- *Prestation 1 : Préconisation de la forme juridique*
- *Prestation 2 : Préconisations sur le fonctionnement et la gouvernance*
- *Prestation 3 : Analyse des financements possibles*
- *Prestation 4 : définition d'un plan d'affaires prévisionnel*

1.4-Sous-traitance

Le titulaire d'un marché de services est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant et les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché. Pour ce faire, le titulaire du marché doit fournir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- Une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance (articles R 2193-17 et 18 du Code de la commande publique).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 Documents particuliers

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le présent marché est constitué des pièces suivantes :

- 1°)** l'acte d'engagement et son annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ;
- 2°)** le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe unique;
- 3°)** le Cahier des Clauses Techniques (CCTP) ;
- 4°)** l'offre technique du prestataire ;
- 5°)** les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

En cas de contradiction entre les stipulations desdites pièces, du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité décroissant précité.

2.2 Documents généraux

L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (JORF du n°0078 du 1^{er} avril 2021).

ARTICLE 3- DUREE DU MARCHÉ – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 15 mois courant à compter de sa notification. Le marché expirera à la date d'admission de la dernière prestation comprise dans la tranche ferme n°2 ou, en cas d'affermissement de celle-ci, à la date d'admission de la dernière prestation comprise dans la tranche optionnelle.

3.2 Modalités d'exécution des tranches

Les prestations contenues dans les tranches fermes sont exécutées par notification d'un ordre de service par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

L'exécution de la tranche optionnelle est conditionnée à la notification d'une décision expresse de son affermissement par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché. Les prestations contenues dans ladite tranche optionnelles sont exécutées par notification d'un ordre de service par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

3-3 Ordre de service

Outre l'exécution des tranches composant le présent marché, conformément à l'article 6-1° du code de la commande publique, l'acheteur dispose d'un pouvoir de contrôle et direction quant à l'exécution du marché public. Cette prérogative générale s'opère par ordre de service.

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par l'acheteur en fonction des nécessités du marché public. Cette notification est réalisée électroniquement par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date dont notamment :

- Par le biais du profil acheteur ;
- Par courrier électronique.

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, cette notification peut être réalisée oralement notamment par voie téléphonique dans les cas suivants :

- En cas d'urgence ;
- En cas de de contexte particulier rendant impossible ou inutile l'établissement d'un ordre de service écrit.

Conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le titulaire doit se conformer strictement aux ordres de service sous peine d'engager sa responsabilité contractuelle. Toutefois, il peut émettre des réserves dans les conditions fixées à l'article 3.8.2 du CCAG-PI. L'émission de réserves ne soustrait pas le titulaire de son obligation de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service.

ARTICLE 4 – REGIME FINANCIER DU MARCHE

4.1 Forme des prix

Les prestations objet du marché, sont traitées à prix forfaitaire.

4.2 Variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Dans l'hypothèse où la clause de variation serait applicable, les prix initiaux seront actualisés, à la hausse comme à la baisse par application de la formule suivante :

Prix actualisé = Prix initial x C(n)

C(n) = indice Syntec m-3 mois / Indice Syntec m 0

Formule dans laquelle :

- Cn : coefficient d'actualisation ;
 - M0 : mois de remise des plis (avril 2025)
 - m : correspond au mois de début d'exécution des prestations ;
 - Syntec : index de référence d'actualisation de prix ;
 - o au numérateur : figurent la valeur de l'indice correspondant au mois « m » moins trois mois tel que défini ci-dessus ;
 - o au dénominateur : figure la valeur de ce même indice afférente au mois m 0
- Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

4-3 Présentation des demandes de paiement

Les factures concernant le présent marché sont présentées, après service fait et admission des livrables correspondant, dans les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à du L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique et transmises à l'EPF via le portail de **facturation « Chorus Pro »** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement comprendront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché (impératif sous peine de rejet de la facture) ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix de la prestation conformément aux annexes financières du marché ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;

- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes et leur montant TTC ;
- La date de facturation ;

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

4-4 Paiement

Conformément à l'article 11.3.5 du CCAG PI, le fractionnement du prix est réalisé sur la base des livrables mentionnés dans la DPGF.

A chaque livrable, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acompte, après la validation de l'acheteur de l'exécution de la prestation.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'attention du titulaire est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait, notamment par carence à produire les pièces demandées nécessaires à la mise à jour du marché et / ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :

- modification de la raison sociale ;
- modification et / ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable au titulaire (retard dans la production des documents, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait...).

4.5 Avances

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI.

Une avance est versée au titulaire pour chaque tranche affermie dans les conditions prévues ci-après.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du

code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

ARTICLE 5 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérifications et décisions après vérifications sont réalisées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG-PI.

Par dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG-PI, les délais de vérification dont dispose le pouvoir adjudicateur pour chaque prestation sont précisés dans le CCTP.

Sauf stipulations contraires dans le CCTP, en cas d'ajournement des prestations, le délai laissé au titulaire du marché pour représenter les livrables est fixé dans la décision motivée du représentant du pouvoir adjudicateur, sans pouvoir excéder un délai de 10 jours, par dérogation à l'article 34.2.1 du CCAG-PI.

A défaut d'avoir notifié sa décision dans les délais précités, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir admis sans réserves les prestations.

ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le dépassement des délais d'exécution précisés dans le CCTP pour chaque prestation entraîne de plein droit et sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité d'un montant de 150 € net par jour de retard.

Le dépassement des délais relatifs à la transmission de pièces administratives et financières liées au présent marché entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à CENT EUROS (100 €) par jour calendaire de retard y compris pour ce qui concerne les attestations et déclarations aux assurances.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI.

Les résultats qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, font l'objet d'une cession non exclusive des droits patrimoniaux associés conformément à l'article 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 8-RESILIATION - MESURES COERCITIVES

Le présent marché peut faire l'objet d'une résiliation en vertu des dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, seul le tribunal

administratif de Montpellier sera compétent.

ARTICLE 10 – DEROGATION(S) AU CCAG-PI

Les dérogations suivantes sont apportées aux documents généraux :

Articles CCAP	Articles CCAG-PI
3.3 Ordres de service	3.1.1 Forme des notifications et informations
2. Documents Particuliers	4.1 Pièces contractuelles
5. Opérations de vérifications	33 Délais de vérifications
5. Opérations de vérifications	34 Ajournements
6. Pénalités de retard	14.1 Pénalités pour retard
6. Pénalités de retard	14.1.3 Pénalités pour retard

ANNEXE 1- REGLES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations objet du contrat. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées par l'acheteur public, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels.

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations suivantes en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe, et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

▪ Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat

de sous-traitance ultérieure. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

▪ **Droit d'information des personnes concernées**

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

▪ **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@epf-occitanie.fr

▪ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à l'adresse suivante : dpo@epf-occitanie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données);
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur. Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives. Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

▪ **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

▪ **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

▪ **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

▪ **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3. Obligations de l'acheteur

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'elle opère pour son compte et de ceux dont elle confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les Parties conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, cette dernière s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.